



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Séance du mercredi 13 décembre 2023

Nombre de membres en exercice : 23
Nombre de présents : 15
Nombre de votants : 20

Date de la convocation : 7 décembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le treize décembre à dix-huit heures et trente minutes, les membres du Conseil d'Administration du Centre Intercommunal d'Action Sociale (CIAS) du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de la Maison des Initiatives et des Services, 22-24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Madame Mariane LUQUÉ.

Présents :

Madame Claude BALLOTEAU, Madame Catherine BOUTINEAU, Madame Clarice CHEVALIER, Madame Béatrice GARLANDIER, Monsieur Raymond HERISSON, Madame Ghislaine JOUANNET, Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BEGU, Madame Frédérique LIEVRE, Madame Mariane LUQUÉ, Madame Béatrice ORTEGA, Madame Patricia PARIS, Monsieur Jean-Marie PETIT, Madame Michelle PIVETEAU, Monsieur Guy PROTEAU, Monsieur François SERVENT

Excusés ayant donné un pouvoir :

Monsieur Patrice BROUHARD à Madame Béatrice ORTEGA
Madame Monique CHARRIER à Monsieur Jean-Marie PETIT
Madame Martine FOUGEROUX à Madame Catherine BOUTINEAU
Madame Sophie LESORT-PAJOT à Madame Mariane LUQUÉ
Madame Karine TOBI à Monsieur François SERVENT

Absents :

Monsieur Joël PAPINEAU
Monsieur Alexandre GUICHARD
Madame Marie-Thérèse GRANDILLON

Secrétaire de séance : Madame Frédérique LIEVRE

Mise en place et indemnisation des astreintes

Ressources humaines

La Vice-Présidente explique à l'assemblée qu'il appartient à l'organe délibérant de déterminer, après avis du comité social territorial, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation et la liste des emplois concernés.

Elle indique qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité, d'être joignable en permanence sur le téléphone mis à sa disposition pour cet effet avec transfert d'appel si nécessaire, afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration, la durée de cette intervention étant considérée comme un temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le déplacement aller et retour sur le lieu de travail.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

- Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique ;
- Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 30 novembre 2023 ;
- Après avoir entendu l'exposé de la Vice-Présidente et après en avoir délibéré,

DECIDE

- De mettre en place des périodes d'astreinte de sécurité afin d'être en mesure d'intervenir en cas :
 - D'indisponibilité des intervenants à domicile sur les week-end et jours fériés ;
 - En cas de nécessité absolue : remplacement d'un intervenant à domicile, gestion des absences des usagers, recherche éventuelle des usagers en cas d'absence au domicile, ...
 - Gestion des plannings des intervenantes à domicile (leurs absences, ...) ;
 - Traitement des appels entrants, ...

Ces astreintes seront organisées sur la semaine complète et chaque week-end et jour férié tout au long de l'année.

- De fixer la liste des emplois concernés comme suit :

Emplois ne relevant pas de la filière technique :

 - Cadre d'emploi des rédacteurs : responsable de secteur du centre intercommunal d'action sociale ;
 - Cadre d'emploi des adjoints administratifs : assistant de secteur du responsable du centre intercommunal d'action sociale.
- De fixer les modalités de compensation des astreintes et interventions comme suit :
 - La rémunération des astreintes sera effectuée par référence au barème en vigueur au ministère de l'Intérieur pour les agents relevant des autres filières que celle de la filière technique.
 - En cas d'intervention, les agents, ne relevant pas de la filière technique, percevront une indemnité d'intervention correspondant à la durée d'intervention ou l'octroi d'un repos compensateur.

Ces interventions seront justifiées sur présentation d'un état détaillé comportant notamment l'origine de l'appel, motif de sortie, durée du déplacement.
 - Ces interventions seront justifiées sur présentation d'un état détaillé comportant notamment l'origine de l'appel, motif de sortie, durée du déplacement.
- D'approuver le règlement intérieur des astreintes, tel que joint à la présente délibération.

ADOpte A L'UNANIMITE

Pour : 20

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

Le Président
Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance
Frédérique LIEVRE

A blue ink signature, likely of Frédérique LIEVRE, written in a cursive style.